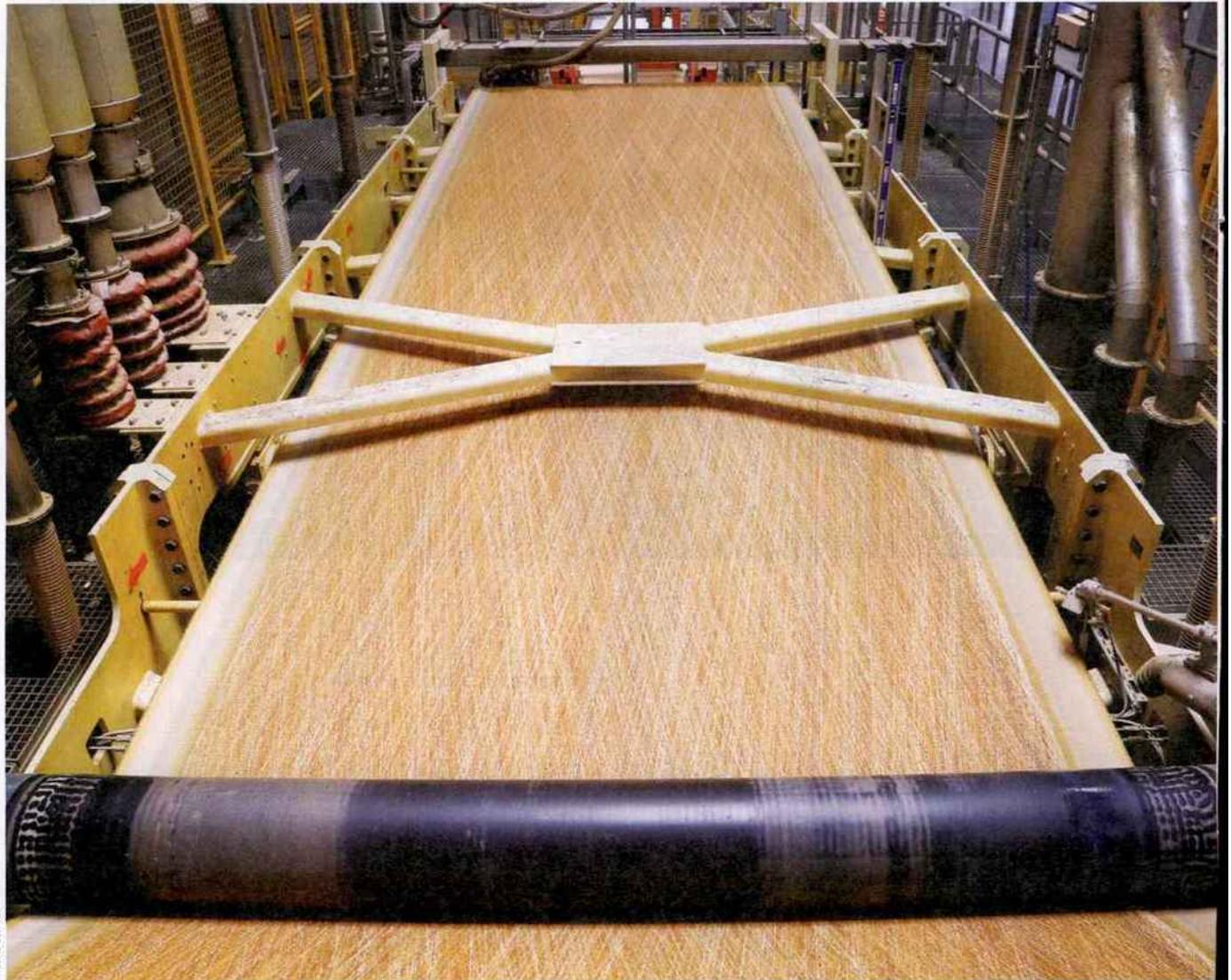




LA UNE



PASCAL GUITTET

À Golbey (Vosges), Pavatex investit 27 millions d'euros pour augmenter ses capacités de fabrication de panneaux rigides en fibres de bois.

GRAND EST

LE BOIS EN PLEINE CROISSANCE

La région profite du massif forestier des Vosges et d'un tissu de PME spécialisées dans l'isolation durable et la construction d'édifices toujours plus grands.

DE NOS CORRESPONDANTS, DIDIER BONNET
ET PHILIPPE BOHLINGER



Les forêts du Grand Est constituent un formidable atout vert pour réussir la transition écologique du bâtiment. La région se classe au deuxième rang national en volume de bois récolté (7 millions de mètres cubes) et emploie plus de 55 500 salariés dans la filière forêt-bois. Ses acteurs doivent relever un défi de taille : accroître la part des bois transformés sur leur territoire et apporter plus de valeur ajoutée. « De nombreux efforts sont effectués pour diversifier les types de bois travaillés dans la région », assure-t-on chez Fibois, l'interprofession de la filière

forêt-bois du Grand Est. Dans les Vosges, des projets visent ainsi à encourager le recours au hêtre, une essence abondante localement, mais complexe à utiliser en construction. Dernière réalisation en date, le bâtiment à ossature bois de l'ONF et de la chambre d'agriculture à Épinal, construit à partir de hêtre pour ses planchers, poutres et portes.

Si la construction durable bénéficie de l'impulsion de la commande publique, un cap supplémentaire doit être franchi. Cela devrait être le cas grâce aux 200 000 m³ de nouvelles capacités de sciage en hêtre attendues d'ici à cinq ans. Ces projets portés par deux PME à Chavelot (Vosges), pour un investissement de 42 millions d'euros, pourraient abaisser les prix de revient. Si le meurthe-et-mosellan Ciolli Frères compte sur son projet générateur de 60 emplois pour « rattraper l'écart de compétitivité avec l'Europe de l'est », Société forestière docelloise demeure prudente. « Le hêtre a fait ses preuves en ameublement, mais pas assez en construction », selon son président Patrice Giacomuzzo. À Epinal, l'Enstib - l'École nationale des industries du bois - est l'un des moteurs de l'innovation du Grand Est. Elle a conçu un mur en bois dont les assemblages sans colle, par picots, favoriseraient l'utilisation du hêtre de qualité secondaire.

Toujours plus novateur, toujours plus haut

Les bois résineux inspirent également les entreprises comme Techniwood (Meurthe-et-Moselle). Cette PME de 70 personnes a breveté et industrialisé un système constructif baptisé Panobloc. Ses murs composés de panneaux lamellé-croisés assemblés selon un procédé automatisé intègrent les menuiseries, parements, fixations et l'isolation. Marc Lemaître, son directeur général, estime être parvenu « à ramener le prix de Panobloc au niveau de celui des murs à ossature bois » et œuvre à saturer ses capacités de production de 120 000 m² par an. La construction bois voit aussi émerger de nouvelles approches, comme en Champagne-Ardenne. Dans la Marne, l'entreprise de construction béton Le Bâtiment Associé a ainsi investi il y a huit ans dans un atelier de préfabrication bois. À la tête de cette société de 180 personnes, Christophe Possémé se définit comme « un assembleur de matériaux » capable de « décrocher des marchés dans l'est parisien où il est désormais impossible de construire 100 % béton ».



LAUNE

MATHIS CONSTRUIT EN BOIS DEPUIS 1875

La construction bois chez Mathis, on connaît depuis 1875. Pourtant, les dernières réalisations de l'entreprise familiale de Muttersholtz (Bas-Rhin) font la fierté de Frank Mathis, son PDG. Comme l'immeuble de bureaux Curve [photo] de 24 400 m², livré à La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), l'un des plus grands du genre en Europe. « Mathis se fournit en résineux vosgiens ou de la Forêt-Noire allemande voisine, voire



MATHIS

de l'Autriche. C'est plus proche de l'Alsace que le sud de la France, explique Frank Mathis. Les marchés ont évolué : on rencontre une attente réelle de la part des promoteurs, constructeurs publics et privés et même des particuliers. Le changement est net, d'autant que les PME s'engagent dans le mouvement de responsabilité sociale et environnementale qui a mené des grands groupes à privilégier la filière bois française. » Très engagé dans des chantiers franciliens, Mathis ne délaisse pas sa région d'origine : la PME fournit les matériaux pour un édifice de 90 logements à ossature bois en construction dans le quartier des Deux-Rives à Strasbourg (Bas-Rhin).

La filière bois construction en Alsace évolue elle aussi vers des spécialités plus pointues. Immeubles de grande hauteur, hangars pour l'aéronautique, équipements publics complexes : les carnets de commandes comme les réalisations livrées par des entreprises comme Charpentes Martin, Mathis [lire l'encadré ci-dessus] et Schilliger Bois regorgent d'exemples spectaculaires.

Des isolants biosourcés

Mais construire ces édifices implique des matériaux adéquats. À Volgelsheim (Haut-Rhin), Schilliger Bois, filiale d'une PME suisse, s'appête à multiplier ses capacités de production de panneaux CLT - adaptés aux immeubles de grande hauteur - d'ici à fin 2021. Selon Stéphane Muller, le directeur de l'usine, l'approvisionnement en résineux ne pose aucun problème, même s'il regrette la qualité des plantations vosgiennes, parfois inférieure à ce que l'on trouve ailleurs en Europe. Les 150 salariés de l'usine espèrent contribuer à des bâtiments du parc olympique Paris 2024.

LE BLACK PELLET | UN HAUT POUVOIR CALORIFIQUE | Après dix ans de recherche, Européenne de Biomasse concrétise à Pomacle-Bazancourt (Marne) son projet d'usine de granules de bois à haut pouvoir calorifique. La fabrication de ce biocombustible à partir de résidus forestiers doit démarrer en septembre. Également appelé black pellet, ce granulé pourrait se substituer aux énergies fossiles dans les chaudières industrielles. Quelque 110 millions d'euros ont été investis dans le projet par cette société et ses partenaires, le fonds Meridiam et la Banque des territoires. Le procédé repose sur le vapocraquage du bois, qui permet d'obtenir sous haute température et forte pression un granulé noir « renfermant 40 % d'énergie supplémentaire par rapport à un pellet classique », selon le PDG d'Européenne de Biomasse, Jean-Baptiste Marin. D'une capacité de 120 000 tonnes par an, l'unité générera 40 emplois directs. L'entreprise souhaite désormais dupliquer son modèle dans le cadre de la reconversion de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin).

Pour autant, l'acteur principal en matière d'innovation écologique dans le bâtiment reste Soprema. L'entreprise familiale située à Strasbourg (Bas-Rhin) a dépassé les 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 et poursuit sa stratégie de mise en marché de produits d'isolation dépendant de moins en moins du pétrole et ses dérivés. « Il est impossible de continuer à exploiter les matières premières fossiles alors que nous savons qu'elles s'épuisent. Les multinationales pétrochimiques ne se soucient pas d'entreprises comme la nôtre lorsqu'il s'agit de spéculer sur une variation de cours. Nous avons déjà subi les effets de cette attitude et voulons y échapper à l'avenir », répète Pierre-Étienne Bindschedler, son PDG. Toujours à Strasbourg, Soprema a ouvert, en juillet 2019, Sopraloop, une unité de production de polyols à base du recyclage de plastiques PET complexes. Ils s'intègrent à d'autres composés chimiques pour constituer des polyuréthanes destinés à l'isolation. Cette usine s'inscrit dans un plan de 30 millions d'euros, notamment dans le cadre d'un partenariat avec l'université de Strasbourg, pour des isolants moins dépendants du pétrole.

Autre exemple de cette stratégie : Pavatex, implantation de Soprema à Golbey, à côté d'Épinal, doit connaître d'importants investissements pour développer la production de panneaux rigides isolants en fibres de bois. Quelque 27 millions d'euros et la création de 50 emplois ont été annoncés en février 2020. L'ensemble de ces développements a pour effet de soumettre la forêt à une forte pression. Face à la nette croissance de la demande, il s'agit désormais de réfléchir en termes de bassin forestier rhénan, en tenant compte des ressources et des besoins sur les deux rives du Rhin, et non plus avec une seule vision franco-française.